



DU SALAIRE, DES EMPLOIS, DU RESPECT !

Un choc démographique majeur est à venir : 800 départs en retraite sont à prévoir d'ici 2032. Si rien n'est fait dès maintenant pour le renouvellement des effectifs et des compétences, l'Inrap met en péril sa capacité opérationnelle et le sens de ses missions. La direction de l'Inrap gère le surcroît d'activité par l'embauche de collègues en contrats précaires, mais, depuis 2 ans, on assiste à une attaque sans précédent sur leurs droits et conditions de travail et l'enchaînement de contrats de courte durée les désigne comme les variables d'ajustement de la crise sanitaire. Pour la direction de l'établissement, le recrutement de techniciens en CDI n'est pas à l'ordre du jour. A défaut d'avenir professionnel et dans le contexte des réformes de l'assurance chômage, c'est toute une génération d'archéologues qui pourrait être sacrifiée et à terme un savoir-faire qui va disparaître. L'obsession budgétaire et court-termiste de la gouvernance menace donc clairement l'avenir de la profession et les capacités opérationnelles du service public de l'archéologie.

Les agents de l'Inrap sont parmi les moins bien payés de la Fonction publique de l'Etat. L'arrêté qui définit leur rémunération n'a pas évolué depuis une vingtaine d'années. Les 4 premiers échelons de la catégorie 1 et le premier échelon de la catégorie 2 sont en dessous du SMIC. En haut de l'échelle, un ingénieur de catégorie 5 touche en entrée de grille 1,25 SMIC. Les difficultés matérielles induites par cette smicardisation des personnels sont aggravées par certains effets pervers de l'organisation du travail. Ainsi pour protéger santé et vie de famille des effets de la pénibilité du travail et du déplacement, les collègues des catégories 2 et 3 optent pour le travail à temps partiel et payent de leur poche les effets d'une organisation du travail oppressive. L'augmentation continue des sollicitations de la commission de secours de l'Inrap traduit une paupérisation des personnels d'autant plus choquante que l'embauche dans les catégories d'emploi les plus basses se fait désormais au niveau Bac + 5, que les agents de l'Inrap n'ont bénéficié d'aucun des réajustements opérés au sein du ministère depuis 10 ans et qu'ils sont tributaires du gel du point d'indice.

L'Inrap n'a plus d'autre boussole que la gestion budgétaire. Agents et missions de l'Inrap sont devenus les variables d'ajustement d'une vision financière dans laquelle les missions scientifiques et patrimoniales sont devenues subalternes. Cette dérive comptable s'accompagne d'un renforcement du contrôle, d'une nécrose des circuits de décision, d'une neutralisation des échelons hiérarchiques intermédiaires et des liaisons fonctionnelles indispensables au fonctionnement des services. Les dysfonctionnements graves qui en résultent atteignent une ampleur jamais vue. Ils perturbent toutes les chaînes opératoires, détruisent le sens du travail et mettent en péril l'exécution des missions. On assiste également à une dérive managériale malveillante et à une régression des droits sans précédent : archéologues et missions supports ne sont plus que des outils de production bons à obéir. Conjugée au sous-effectif chronique, ce management délétère affecte l'ensemble des agents de l'établissement, toutes fonctions confondues. Il est à l'origine des nombreuses alertes RPS déposées dans plusieurs inter régions et services. Nous dénonçons les conséquences d'une organisation du travail pathogène et destructrice. En s'attaquant à la santé physique et mentale des personnels, c'est la préservation du

